

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Nouvel-indice-des-prix-tensions-inflationnistes-comment-l-Argentine-peut-garder-le-cap>

Nouvel indice des prix, tensions inflationnistes : comment l'Argentine peut garder le cap

- Argentine -
Date de mise en ligne : lundi 23 décembre 2013

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La nouvelle mouture de l'indice des prix à la consommation - national et urbain- (IPC-NU) sera publiée en février, a récemment annoncé le gouvernement argentin. Il devrait permettre de clarifier la situation.

Le nouvel indice des prix approuvé et validé par le FMI, sera national et constitué par la variation des prix à partir de six paniers régionaux de 478 produits communs sur 520. Par ailleurs, au mois de Mars sortira le nouveau PIB base 2004, remplaçant celui base 1993, jusque là en vigueur.

Ces nouveaux outils permettront ils de mettre fin aux polémiques concernant la mesure de l'inflation dans le pays ? L'Argentine est soumise depuis plusieurs mois à des tensions inflationnistes qui ont, comme souvent dans ce domaine, tendance à s'auto-entretenir. Les acteurs en situation quasi monopolistiques qu'ils soient agricoles, commerciaux ou industriels y participent grandement. Et ce n'est pas pour rien que le gouvernement a renouvelé il y a quelques jours les accords de gel des prix, passés avec le secteur de la distribution pour protéger quelque 200 produits de base.

Le problème est qu'en Argentine, une inflation de la peur est créée par certains agents économiques ; reposant sur de vieux traumatismes, cette inflation a un contenu fortement subjectif. Car rendre responsables de l'inflation, les salariés à travers leurs revendications quand elles sont raisonnables, ou l'Etat à travers sa politique de dépenses, ou la planche à billet avec une très forte augmentation de la masse monétaire, sont des arguments ne correspondent pas à la situation actuelle du pays, même si la masse monétaire a augmenté l'an dernier ; l'objectif étant pour 2014 de restreindre cette progression.

Or si le gouvernement veut continuer à mener sa politique de réduction de la pauvreté, de développement social, il ne peut plonger le pays dans une récession au prétexte de lutter contre l'inflation de façon coercitive. Ce qui -compte tenu du facteur hautement psychologique de l'inflation argentine- ne servirait pas à grand chose.

Tout d'abord, il ne faut confondre le problème de l'offre et la demande sur certains biens, en situation de raréfaction qui peut générer une hausse de prix très forte (comme les parkings à Buenos aires, certains disparaissant pour faire place à des projets immobiliers), ou des tensions inflationnistes liées aux revendications salariales sous contraintes de certaines corporations à l'image de ce qui s'est passé avec les forces de polices des provinces, avec le reste de la réalité de l'Argentine qui n'est en situation de surchauffe.

Toutefois, la course au dollar « bleu », cours illégal de la devise étasunienne, ne fait qu'alimenter le phénomène d'inflation, et plombe les réserves. Le dollar est une sorte de réflexe toxique entretenu, à travers l'achat de devises, d'opérations immobilières (locations ou ventes) réalisées en cette monnaie par les mêmes qui se plaignent de l'inflation, et qui alimentent ainsi la spirale.

Le vrai risque inflationniste argentin est plus profond, lié à un déséquilibre structurel de son économie : la sensibilité aux augmentations du prix des matières premières importées- et la position ultra dominante de certains acteurs clefs de l'économie notamment dans la grande distribution et l'agroalimentaire, qui captent largement l'amélioration du pouvoir d'achat de la population en poussant à la hausse leurs propres bénéfices.

Dans l'agroalimentaire, par exemple, 80% de l'huile est produite par deux entreprises : Molinos Río de la Plata et Aceitera General Deheza ; pour les produits laitiers 78% le sont par La Serenísima et Sancor ; les conserves avec

Arcor, qui occupe plus de 70% du marché. Or ce sont les mêmes qui usent et abusent de ruses marketing pour contourner le gel des prix mis en place. Lançant, à l'image de Serenísima, de nouvelles versions de produits-présentant soi disant un « plus » et qui du coup valent plus chères, et sont très peu différenciables dans les gondoles où elles sont mises en avant ; le produit « au prix encadré » étant relégué en bas et quasi invisible.

Le gel des prix a ses limites : ainsi durant début décembre on a observé une accélération -non expliquée -des prix des 80 principaux fournisseurs qui représentent 50% des biens vendus dans les supermarchés. Les trois principales chaînes de supermarchés concentrent 80% des ventes. Pour s'avérer efficace, il ne doit pas être détourné.

A cela s'ajoute la hausse depuis des mois des prix sur le marché mondial des matières premières exportées, ce qui génère automatiquement une hausse des prix des mêmes matières premières sur le marché local, la commercialisation des céréales étant aux mains d'un poignée de grandes multinationales qui calent les prix locaux sur les prix internationaux. Coté industriel, même concentration en matière de production d'aluminium ou de sidérurgie.

Les entreprises doivent trouver leurs bénéfices hors de la simple augmentation de prix. Ces marges devraient permettre de limiter la hausse des prix et de trouver une rentabilité raisonnable qui leur permette de continuer un développement serein.

Le gel des prix des produits de base peut avoir un impact à court terme pour le consommateur, mais ne résoudra en rien sur le long terme la question du déséquilibre.

D'où l'importance de l'effort fait par l'Etat pour rééquilibrer cette structure économique, en soutenant nombre de projets industriels nationaux porteurs d'avenir, mais aussi en agissant en amont sur la chaîne de production des produits soumis à cette hausse des prix. Le gouvernement s'est aussi attaché à canaliser les ressources qui s'étaient évadées -en proposant un système « gagnant-gagnant » pour les faire revenir - et être injectées dans l'économie du pays.

Mais il est également nécessaire pour contrebalancer cette structure oligopolistique de l'économie de redonner un certain rôle à l'Etat comme actionnaire et acteur. Témoin la récupération de la compagnie pétrolière YPF s'avère importante en terme de souveraineté énergétique mais aussi en tant qu'acteur sur un marché pour équilibrer l'équation bénéfices- contrôle des prix. On ne peut donc occulter la responsabilité entrepreneuriale - au même titre que celles d'autres acteurs - dans le processus inflationniste.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correo](#)

[El Correo](#), 23 décembre 2013.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

Post-scriptum :

* **Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.